

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 Cernay

Références : 0006700522_2024_04_03_BIMA_VIIC_MAG_Incompatibilite
Code AIOT : 0006700522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L'INDUSTRIE 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMA 83
- 9 RUE DE L'INDUSTRIE 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BIMA, est un site de production de colorants chimiques. Le site fournit ces colorants au groupe BIC dont il fait partie, mais également à d'autres clients externes au groupe. Le site est soumis à autorisation et exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui concourent à la fabrication des colorants. Il est par ailleurs soumis aux directives dites SEVESO (seuil Haut) et IED (pour la fabrication de produits chimiques organiques).

Contexte de l'inspection :

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre des suites données aux demandes adressées à l'exploitant par lettre du 22 décembre 2022, suite à la visite d'inspection du 20 octobre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Suivi de lettre de suite préfectorale
- Risque accidentel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation activité partielle/Mise en sécurité	Code de l'environnement, article R.512-39-1 (dans sa version du 15/04/2010)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Tuyauteries et	Arrêté Ministériel du	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	capacités contenant des matières dangereuses	04/10/2010, article 25.V.E	prescription	
4	Analyse de risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.10 et 2.13 Arrêté Ministériel du 04/10/10, article 54.A	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.13	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Résistance de la rétention	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Niveau de remplissage	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.15	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant mettent en avant que le site est exploité en non-conformité aux dispositions qui lui sont opposables pour les points suivants :

- L'identification des produits dangereux susceptibles d'être présents dans les tuyauteries est absente de certains plans. Les plans ne sont pas tous à jour et des incohérences sont présentes pour un des plans.
- Aucun scénario sur les incompatibilités chimique n'a été traité dans l'étude de danger.
- Les vidanges des rétentions pour évacuer les eaux pluviales ne sont pas tracées dans un registre et ne sont pas immédiatement réalisées à tout moment.
- Deux produits incompatibles partagent une même rétention.
- Sur une cuve, en plus des symboles de dangers suivant la réglementation, se trouvent des symboles de dangers ne correspondant pas au produit.
- La cuvette de rétention de la soude liée à l'atelier MAG est corrodée et dans un état dégradé.
- Le réservoir de soude n'est pas équipé de manière à pouvoir vérifier le niveau de remplissage à tout moment.

Par ailleurs compte tenu des éléments contrôlés sur site et les documents examinés transmis à l'Inspection, cette dernière n'est pas en mesure de conclure sur la conformité des points suivants, et demande à l'exploitant de fournir des éléments justificatifs permettant de conclure sur la conformité des installations concernant :

- La mise en sécurité de l'atelier MAG. En effet certains équipements sont toujours en utilisation et aucun dossier n'a été transmis par l'exploitant afin d'explicitier les opérations de mise en sécurité réalisées. L'Inspection demande à l'exploitant un dossier autoportant sur le sujet de la mise en sécurité de l'atelier MAG pour clore ce point.
- L'adéquation entre le volume de certaines rétentions et les quantités de liquides stockées qui leurs sont associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation activité partielle/Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1 en date du 15 avril 2010
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité partielle
Prescription contrôlée : [...]III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection du 20 octobre 2022, il avait pu être constaté que l'atelier MAG avait été vidé de ses substances et préparation dangereuses, sans pour autant être intégralement nettoyé. Ainsi les équipements en place étaient toujours souillés des produits qui avaient été utilisés dans l'atelier. Une lettre de suite préfectorale avait été proposée compte tenu des engagements formels de l'exploitant à suivre les dispositions de la prescription contrôlée. La présente visite fait suite à ce point de contrôle. En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection 4 documents. Le premier "Synthèse Curium" reprends la synthèse de la société CURIUM chargée d'une campagne de démontage et de décontamination de l'atelier MAG de BIMA. Le deuxième "051-R2-FBo -20230502- Rapport Analyses échantillons Curium" rapporte les résultats des analyses menées par CURIUM. Le troisième "Etat des lieux décontamination MAG 2024-03-28" reprend dans un tableau l'état de décontamination des équipements de l'atelier MAG ainsi que ce qu'ils contenaient, la date de la décontamination et un commentaire pour les éléments non décontaminés. Le dernier document "PID décontamination Bima83" présente avec un plan les équipements décontaminés par Curium et ceux décontaminés par Bima83. Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que les équipements T3, T2, T2 bis et CIFEC ne sont pas décontaminés. La cuve T3 est décrite comme contenant encore du produit MAG, les cuves T2 et T2 bis comme contenant du produit vitrifié qui sera éliminé en DIS lors du démantèlement et la cuve CIFEC comme en cours d'utilisation pour de la soude. Les autres équipements n'appellent pas de commentaires particuliers de l'Inspection. Lors de l'échange en salle, l'exploitant a précisé que le produit des équipements T3 et CIFEC sont utilisés dans les process de fabrication. Le produit MAG en particulier ne sera pas renouvelé, l'atelier étant à l'arrêt, la cuve sera donc vidée au fur et à mesure. Un autre produit sera utilisé dans le process par la suite. Le CIFEC contient de la soude qui est également utilisé pour les process de fabrication. Il est à noter que l'exploitant est classé à déclaration pour la rubrique emploi et stockage de lessive de soude. Par ailleurs, l'exploitant a expliqué que les eaux souillées issues du nettoyage des équipements avaient été traitées en interne via la station de traitement des eaux du site, et que les déchets solides (gants, combinaisons...) ont été traités en extérieur en filière autorisée. L'Inspection a pu constater l'existence d'un bordereau de suivi de déchets dangereux associés à ces déchets solides. Lors de la visite sur terrain, l'Inspection a constaté par échantillonnage sur les cuves T4 et T5 que les cuves étaient vides, les canalisations basses de ces cuves avaient été retirées et les sorties associées n'étaient pas fermées (permettant de confirmer la mise à disposition de l'équipement). La cuve T3 (contenant du MAG) était fermée, sans jauge permettant de connaître la quantité de produits MAG encore en stock. Par ailleurs l'Inspection a constaté la présence d'une tuyauterie reliant la cuve T3 à la cuve T2 non-cadenassé, ne permettant pas de conclure sur la non-utilisation de la cuve T2. L'Inspection a également constaté que les cuves T2 et T2 bis contenaient du produit vitrifié (selon les indications de l'exploitant). Deux autres points de contrôle reprennent les constats de l'Inspection concernant l'équipement

CIFEC contenant de la soude.
Demande à l'exploitant : Pour clôturer de façon claire et précise l'arrêt de l'atelier MAG, l'Inspection demande à l'exploitant qu'un dossier autoportant de mise en sécurité soit réalisé. Il justifiera de l'élimination des déchets ainsi que de la non-élimination de certains produits avec l'absence d'atteinte possible aux intérêts du L511-1 en lien avec la prescription contrôlée. L'exploitant formalisera également les délais nécessaires à la vidange complète par utilisation dans le process ou jusqu'au démantèlement des cuves de stockage de MAG. La situation administrative des installations doit également être mise à jour par l'exploitant à l'éclairage des activités mises à l'arrêt. L'exploitant formera ainsi un dossier exhaustif sur les opérations de mise en sécurité de l'atelier MAG.
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.V.E
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : V.-Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses. [...] E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a présenté le document "C11-organisation tuyauteries rack" représentant le parcours du rack extérieur avec 5 coupes montrant l'emplacement des différentes tuyauteries sur ce rack. Un tableau est présenté au début du document et précise notamment pour chaque repère de tuyaux le produit transporté, la matière du tuyau et le Diamètre Nominal (DN) à chaque coupe. Ce document a été par la suite transmis à l'Inspection. Après analyse de ce document, l'Inspection constate par échantillonnage quelques incohérences entre le tableau et les coupes présentées pour exemple : <ul style="list-style-type: none"> le produit MAG, repère 6 est présent sur les coupes n°2, 3, 4 et 5 alors que le tableau indique que le produit n'est pas présent, ou inversement le produit « MAG product » repère 30 est mentionné présent sur les coupes 2, 3, 4, et 5 bien que les tuyauteries ne sont pas représentées sur les coupes correspondantes. Par ailleurs, il apparaît qu'une mise à jour n'a pas été réalisé concernant les produits utilisés à l'atelier MAG qui ne sont actuellement plus présents dans les canalisations concernées (selon informations fournies par l'exploitant). Etc. Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection plusieurs PID (schéma des tuyauterie et instrumentation). Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que les produits dangereux susceptibles d'être présents dans les tuyauteries ne sont pas toujours identifiés (par exemple dans les documents : « Stockage HCl », « Stockage ACS », etc.). Ainsi il ne peut pas être considéré que l'exploitant a établi un plan exhaustif des tuyauteries contenant des matières dangereuses sur l'ensemble de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.5 et Arrêté ministériel du 04/10/10 article 54.A
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques en raison de leur nature [...], dont le dysfonctionnement aurait par le développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement [...] font l'objet de procédure et instructions d'exploitation écrites [...]. Arrêté Ministériel 04 octobre 2010, article 54.A L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. [...] Extrait de l'étude de danger de 2018 : "Pour les acides : l'air de dépotage sera [...] située au-dessus d'une fosse équipée pour recevoir la totalité du volume livré. Cette aire sera couverte de façon à exclure toute présence d'eau (de même qu'à l'intérieur des cuvettes de rétention). Elle présentera une surface libre (caillebotis) limitée à 5m2. Pour les produits alcalins : l'aire de dépotage sera munie de bordures afin d'éviter un épandage hors de l'aire de dépotage L'aire de rétention s'écoule vers une fosse de reprise d'un volume d'approximativement 2m3.
Constats : Au cours du contrôle sur site, l'exploitant a transmis à l'Inspection les documents retraçant les dernières livraisons en vrac par camion des produits « lessive de soude 50% » et « acide chlorosulfonique » ainsi que les plans des rétentions associés aux aires de dépotage. En ce qui concerne le protocole pour les opérations de dépotage/rempotage : Après analyse des documents, l'Inspection constate, l'utilisation d'une procédure pour le déchargement ; celui-ci décrit les différentes étapes à réaliser et est spécifique à chaque produit. Le protocole comprend entre autres choses : la vérification du produit et de l'identité du chauffeur, la vérification du volume disponible dans la citerne de stockage, le raccordement et le démarrage/arrêt de la pompe de transfert. Ce protocole est à réaliser par un contre-maître BIMA qui réalise le dépotage en lien avec le chauffeur du camion. Cela permet de réduire les risques de mélange de produits incompatible avec un dépotage dans une mauvaise cuve. En lien avec les éléments descriptifs de l'étude de dangers repris dans la prescription contrôlée ci-dessus, lors du contrôle sur site sur les aires de dépotages des acides et des alcalins, l'Inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la séparation physique entre l'aire de dépotage des produits acides et celle des produits basiques,- que les cuves et rétentions associées des produits acides réagissant avec l'eau ainsi que la zone de dépotage des produits acides, étaient couvertes par un toit,- que la surface libre ces caillebotis est bien inférieure à 5m2,- que l'air de dépotage des produits alcalins est munie de bordures,- que la fosse de reprise de l'aire de rétention du dépotage des produits alcalins fait bien approximativement 2m3. En ce qui concerne les dimensions des rétentions des aires de dépotages : Après analyse des documents, l'Inspection constate que les volumes livrés des deux commandes sont inférieurs aux capacités des rétentions des aires de dépotages respectives (aire pour les alcalins et aire pour les acides). Ces constats n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse de risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : 2. Analyse de risques L'analyse de risques, au sens de « l'article L. 181-25 » du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.
Constats : L'Inspection a constaté en examinant l'étude de danger que les scénarios sur les incompatibilités chimiques n'ont pas été traités. Notamment les scénarios faisant suite à une erreur durant le dépotage (dépotage d'un produit dans la mauvaise cuve, dépotage d'un produit acide dans une cuve de produits basique et vice-versa), entraînant par exemple une réaction exothermique, une montée en pression des bacs de stockages, voire un dégagement de produit toxique par inhalation ne sont pas analysés et caractérisés par l'exploitant. Des mesures de prévention et de maîtrise des risques sont bien identifiées par l'exploitant, mais les scénarios en lien avec les défaillances de ces mesures ne sont pas traités. L'Inspection constate donc que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...]
Constats : Au cours de la visite, l'Inspection a relevé par échantillonnage les dimensions des rétentions C4 et C8 du site, contenant respectivement les cuves TS13, TS11 et TS11B pour l'une et TS10 pour l'autre. L'Inspection a également relevé les dimensions des différents équipements pouvant encombrer la rétention. Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les plans des cuves TS13, TS11, TS11B et TS10 ("TS13 - CUVE JAVEL 10m3", "TS11 - Plan", "TS11Bis-Plan" et "TS10 - Cuve HCL 30m3") ainsi que le plan représentant les dimensions et le volume des rétentions des cuves C1 à C8 ("Volume cuvettes Stockage"). Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que la largeur et longueur des cuves relevées au cours de l'inspection correspondent à celles présentées dans les documents. Cependant, les hauteurs des différentes rétentions sont absentes du plan et le détail du calcul du volume n'est pas présenté. Après calculs, les volumes des rétentions obtenues par l'Inspection correspondent aux volumes annoncés dans le document "Volume cuvettes Stockage".

<p>Après calculs des volumes des cuves à partir des documents, l'Inspection obtient les capacités de réservoir suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - environ 11,4 m3 pour la cuve TS13 - environ 51,4 m3 pour la cuve TS11 - environ 50,9 m3 pour la cuve TS11bis - environ 31,7 m3 pour la cuve TS10 <p>Ainsi, le volume des rétentions C4 et C8 doivent être au moins égal à 56,9 m3 et 31,7 m3. Les calculs effectués par l'Inspection donnent des volumes d'environ 61m3 et 32,6m3. Cependant les volumes annoncés sur le plan de l'exploitant sont respectivement 55,1m3 et 31,65m3.</p> <p>Au regard des informations transmises, il ressort que l'Inspection ne peut pas conclure sur le respect de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Organisation de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.10 et 2.13 Arrêté Ministériel du 04/10/10, article 54.A</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015 Article 2.10 [...] Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 2.13 L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]</p> <p>Arrêté Ministériel du 04/10/10 Article 54.A : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Extrait de l'étude de danger, document "3.BIMA83 EDPPRT 18" concernant l'épandage d'ACS dans la cuvette de rétention : "Lors de conditions climatiques particulières, il est possible que de l'eau entre dans la cuvette en dépit du toit avec retombées latérales : cas de vent très fort avec chute d'eau ou plus vraisemblablement de neige. Cette eau est immédiatement vidée."</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours d'un échange en salle, l'exploitant a expliqué à l'Inspection que les rétentions étaient vidées des eaux de pluie par un opérateur après chaque averse. Il a été précisé que cette action n'était pas encadrée par une procédure, mais qu'elle était comprise dans la description du poste et que ces opérations n'étaient pas tracées dans registre en non-conformité avec l'article 2.10 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document "MAD.01.03.08-C Opérateur de fabrication" qui comprend notamment les missions qui incombent à un opérateur de fabrication.</p> <p>Après analyse de ce document, l'Inspection constate que la tâche "<i>Vider et nettoyer les cuvettes de rétention situées dans les zones de dépotage, dans la zone de stockage des "Montacell" et de l'air de stockage</i>" fait bien partie des "tâches particulières incombant aux opérateurs du "Traitement des eaux".</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas mis en place de processus de vidanges des rétentions en dehors des heures ouvrées.</p> <p>De plus, l'exploitant n'a pas défini de niveau d'eau maximal permettant un volume utile de</p>

réten-tion suffisant. Ainsi, au regard de ces constats et au vu du point de contrôle précédent sur les volumes des réten-tions, l'Inspection constate que l'exploitant ne peut pas garantir une disponibilité permanente des volumes potentiels de réten-tions.

L'Inspection constate que le manque de mesures particulières pour vidanger l'eau de pluie en dehors des heures ouvrées ne permet pas de respecter les dispositions présentées dans l'étude de danger, en particulier le point suivant concernant la réten-tion de l'ACS : "Lors de conditions climatiques particulières, il est possible que de l'eau entre dans la cuvette en dépit du toit avec retombées latérales : cas de vent très fort avec chute d'eau ou plus vraisemblablement de neige. Cette eau est immédiatement vidée."

Au regard des éléments, l'Inspection constate que la prescription n'est pas entièrement respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.13

Thème(s) : Produits chimiques, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même réten-tion. [...]

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection son "Plan de localisation des produits chimiques_2023.12.05". Celui-ci précise que seules les cuves TS11, TS11B et TS13 sont associées à une même réten-tion (réten-tion C4) sur les aires de dépotages.

Au cours du contrôle sur site, l'Inspection a constaté que l'identification des cuves et des vannes de dépotages associées correspon-daient avec celles annoncées sur le plan, notamment : acides séparés des produits basiques, soude contenue dans les cuves TS11 et TS11B et Hypochlorite de sodium (aussi appelé Javel) dans la cuve TS13.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les FDS (Fiche de données de sécurité) des produits "Lessive de soude" et "Javel". Après analyse de ces documents et en particulier de la rubrique 10.5 "Matières incompatibles", l'inspection constate que les matières identifiées comme incompatibles pour la javel sont les acides forts et les métaux et que les matières incompatibles pour la soude sont entre autres les métaux, les acides, les aluminiums et les oxydants.

Cependant, la fiche toxicologique n° 157 de l'INRS sur les "Eaux et extraits de Javel, Hypochlorite de sodium en solution" précise dans la partie "Propriétés chimiques" : "Les eaux et extraits de Javel sont des solutions nettement basiques, à caractère oxydant". En effet l'hypochlorite de sodium en solution se décompose en ion sodium et hypochlorite. C'est l'ion hypochlorite qui donne un caractère oxydant à la solution précitée.

Au regard de ces informations, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.11
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro UN et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. [...]
Constats : Au cours de la visite sur site, au niveau de l'atelier MAG, dans le "local" CIFEC" sur une cuve de soude, l'Inspection a constaté en plus des symboles de danger correspondants à la soude, des symboles de dangers ne correspondant pas et n'étant pas réglementaire. Ces "petits autocollants" ne permettent pas d'identifier de manière très lisible le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Au regard de ce contrôle, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas totalement la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Résistance de la rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.12
Thème(s) : Produits chimiques, Résistance à l'action chimique
Prescription contrôlée : [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides[...] Les cuvettes de rétention sont conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. [...]
Constats : Au cours de la visite sur site, l'Inspection n'a pas constaté de dégradation des rétentions C4 ou C8 se situant sur les aires de dépotages du site. Cependant, l'Inspection a constaté dans le local "CIFEC" que la rétention associée à la cuve de soude présente était fortement dégradée. Ainsi, l'exploitant ne respecte pas complètement la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Niveau de remplissage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.15
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements permettant de vérifier le niveau de remplissage
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment [...]

<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle sur site, l'Inspection a constaté la présence d'un système permettant de vérifier à tout moment les niveaux de remplissage de la cuve TS10.</p> <p>Cependant, un tel système n'a pas été constaté pour la cuve de soude situé dans le local "CIFEC".</p> <p>L'exploitant a par ailleurs expliqué qu'un capteur de niveau haut permet de prévenir un débordement et qu'un opérateur utilise une barre graduée qu'il plonge dans la cuve pour connaître le niveau. Ainsi, aucun système ne permet de vérifier à tout moment le niveau de remplissage de la cuve.</p> <p>Au regard de ce constat, il ressort que l'exploitant ne respecte pas totalement la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>